

C'est probablement la seule conduite à tenir, mais cette Chambre et le pays savent-ils que de ces 1,500 millions de dollars, 133 millions se forment d'emprunts remboursables sur demande contractés hors du Canada et de 67 millions faits de pareils emprunts au Canada? Si nos banques n'avaient pas envoyé hors du pays ces 200 millions pour spéculer à la bourse—chose que je réproûve absolument, puisque le pays ne peut qu'en souffrir—cet argent serait aujourd'hui à notre disposition; mais il ne l'est pas. Il est probable que les affaires vont dans ce pays se trouver paralysées, et, au moment de discuter notre situation générale, il serait opportun d'examiner en même temps la question, plus haute et plus large, de savoir comment subvenir aux besoins financiers du commerce canadien, et non pas seulement à ceux du Canada. Telle est la chose qui d'elle-même se recommande à la Chambre et au pays dans l'épreuve par laquelle nous passons, et renseignés que nous sommes par les progrès accomplis dans d'autres contrées en fait de finances nationales et de commerce de banque.

C'est que la monnaie légale du pays, je veux dire l'argent en circulation, devrait, d'une façon absolue, être émis par le Trésor public et avoir comme base de confiance la sécurité de l'Etat et de crédit de la nation.

Nous ne devrions pas compter sur nos banques pour notre circulation monétaire mais nous devrions avoir une circulation absolument stable sous la forme de billets nationaux garantis par une réserve en or. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, par suite de cette condition qui y existe—auparavant le secrétaire du Trésor avait obtenu l'autorisation nécessaire—le gouvernement a pour \$500,000,000 de billets qu'il peut déposer dans une banque quelconque pour aider à faire les récoltes. Nous avons obtenu la même chose d'une façon indirecte. Nous avons autorisé nos banques à augmenter leur circulation de 15 p. 100 de leur capital et de leur réserve de telle sorte que la situation a été soulagée. Ce n'est pas suffisant, toutefois, pour la situation qui existe aujourd'hui. Ce que les Etats-Unis ont fait avec tant de succès, nous devons le faire également. Mais il y a plus, d'après un autre rapport que j'ai vu, on se propose d'adopter le principe de réescompte au moyen de billets de banques nationaux. Je recommande absolument ce procédé. Mais on peut y pourvoir par une autre résolution présentée à la Chambre. Par suite des conditions embarrassantes du pays et comme

l'a dit le ministre des Finances, étant donné que les travaux vont manquer, et qu'il y a des fabriques et des industries qui voudraient bien donner de l'emploi mais ne peuvent le faire parce qu'elles ne peuvent obtenir des facilités des banques, c'est le devoir du Parlement de trouver le moyen, en améliorant nos lois des banques et nos lois de circulation, d'assurer des capitaux suffisants et une circulation assez grande pour permettre la continuation des affaires du pays.

Ce système de monnaie nationale a été adopté dans toute l'Europe sauf en Angleterre et en réalité les billets de la Banque d'Angleterre sont comme une émission de papier-monnaie. Cette circulation peut être garantie par de l'or, mais aujourd'hui les billets de la Banque d'Angleterre sont, comme l'a dit le secrétaire du Trésor, "de l'argent du gouvernement", et c'est le meilleur au monde. Aux Etats-Unis, autrefois, on les appelait des "greenbacks". C'était le meilleur argent des Etats-Unis et maintenant c'est le meilleur du Canada et nous devons adopter ce système. Nous n'avons pas un bon système de circulation monétaire ni le meilleur système de banques.

M. MACDONALD: Que proposez-vous?

M. MACLEAN: En réalité deux choses. La circulation métallique est assurée complètement par l'Etat.

Pourquoi, suivant l'exemple de tous les pays de progrès, l'Etat ne ferait-il pas en sorte que toute la monnaie légale du pays soit en billets nationaux, garantis par une réserve—je ne discuterai pas le montant de cette garantie—assurant ainsi une émission de monnaie nationale qui sera assez élastique pour faire face aux conditions?

M. MACDONALD: Feriez-vous cette émission de monnaie aux banques?

M. MACLEAN: Actuellement les banques ont émis pour plus de \$100,000,000 de leurs billets et avec les billets du Dominion cela suffit pour les besoins des affaires. Au lieu de permettre aux banques d'émettre des billets, je prêterais des billets de banque nationaux à toute banque solvable, jusqu'à concurrence de 1½ ou 2 p. 100 de son capital. Je n'entrerai pas dans la question des intérêts, mais les taux devraient être bas. Alors les banques retireraient leur émission. Vous supprimerez ainsi immédiatement cette façon d'opérer ridicule et surannée des banques qui échangent leurs billets à la chambre des compensations en réglant leurs différences en billets du Dominion, qui sont en réalité de l'or. C'est une méthode tortueuse. Avec une